

DE L'ARGENT IL Y EN A !

EDF a émis le 8 septembre 2.4 Md € d'obligations vertes pour ses projets renouvelables qui pourraient se transformer en actions et baisser la part de l'état dans EDF.

Baptisées OCEANes Vertes, ces obligations ont la particularité d'être à « Option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles et/ou Existantes », c'est-à-dire que ce sont aujourd'hui des obligations qui pourraient devenir demain des actions EDF (à échéance 2024). Autre particularité, leur rendement annuel brut sera de -1,68% : EDF remboursera moins que la somme empruntée. Et pourtant, la totalité de ces obligations à taux négatif se sont vendues comme des petits pains en une seule journée.

Nouvelle preuve que pour les détenteurs de capitaux, l'argent ne manque pas !

Si les actions EDF grimpent au-dessus d'un certain plafond, les souscripteurs auront intérêt à convertir leurs obligations en actions EDF, car ils bénéficieront alors d'une prime de 32.5 % par rapport au cours de bourse de référence et empocheront une belle plus-value. Preuve, ici aussi, que la financiarisation des entreprises et ses effets dévastateurs sur les choix stratégiques de celles-ci perdureront dans le monde de demain...

Une bonne affaire pour EDF au final ?

Pas sûr, car l'état ne souscrit que pour partie à cette nouvelle émission. En cas de conversion totale en actions, il pourrait voir sa part diminuer dans EDF : une privatisation larvée qui ne dit pas son nom !

Une privatisation larvée qui ne dit pas son nom !

De par la loi, la part des actions détenues en propre par l'état ne peut pas descendre en dessous de 70%. Elle est aujourd'hui de 71% en propre, et de 83.6% en y ajoutant les actions détenues par la Banque Publique d'Investissement (BPI).

L'équation financière d'EDF ne boucle plus

Cette « soif » de crédit d'EDF ne s'arrête pas là, car EDF a aussi émis, le même jour, pour 2.1 Md € d'obligations hybrides. Pourquoi autant de besoin de financement ? Parce qu'EDF a trop de sorties de cash au travers de ses investissements, dans la maintenance (grand carénage, pour pro-



longer de 20 ans les centrales nucléaires actuelles) et dans les projets neufs (2 EPR à Hinkley Point en Angleterre, 1 EPR à Flamanville et de nombreux projets dans les Energies Renouvelables (Off-shore...)) et pas assez de rentrées d'argent. Le problème vient des caprices du marché et du fait de brader plus du quart de sa production nucléaire à ses concurrents qui engrangent des profits sans investir ni prendre de risques industriels.

EDF utilisera ce financement « vert » pour ses projets hydrauliques, éoliens, photovoltaïques, de biomasse, d'efficacité énergétique... pour atteindre l'objectif de doubler sa production Enr (> 50 000 MW en 2030).

Mais émettre de nouvelles actions EDF ne peut conduire qu'à se soumettre toujours plus au diktat des actionnaires et des marchés financiers. En empruntant à tout va, et en bénéficiant de moins en moins de la garantie de l'Etat, EDF ne fait que reporter à plus tard la résolution de ses problèmes structurels : un manque de revenus.

Le Programme Progressiste de l'Energie de la FNME CGT propose une stratégie totalement opposée en revenant à l'EPIC EDF

(<https://fr.calameo.com/read/00449151393c850323e0c>).

Action : Titre de propriété d'une entreprise qui représente une fraction de son capital social. L'actionnaire est l'un des «propriétaires» de l'entreprise.

Obligation : Titre de créance à durée limitée : c'est une part de la dette d'une entreprise qui donne droit à un coupon versé périodiquement ou à l'échéance en fonction de la valeur nominale de l'obligation et de son taux d'intérêt.

(<https://enerfip.fr/lexique/>)